

## **INTERVENTO DOTT. SALVATORE REBECCHINI AL SEMINARIO DI CHIUSURA DEL GEMELLAGGIO CON L'ALGERIA – 26 NOVEMBRE 2012**

### **1) Introduction**

Tout d'abord je désire remercier toutes les autorités ici présentes et tous ceux qui ont participé à rendre possible ce jumelage aussi important pour l'Algérie que pour le reste du monde (M. le Ministre Ben Bada, M. le Secrétaire Général Zelmati, membres du Conseil pour la Concurrence, Monsieur l'Ambassadeur de la délégation de l'Union européenne).

### **2) Le jumelage dans le secteur de la concurrence en Algérie**

C'est avec joie et satisfaction que je participe à cette conférence internationale, qui marque la conclusion d'une intense et fructueuse coopération avec les autorités algériennes, françaises et allemandes pour la mise en œuvre efficace des règles en faveur de la concurrence en Algérie. Chaque fois qu'un pays commence ce processus d'ouverture, le bien se répercute aussi en dehors de ses propres frontières. La concurrence est le bon côté, le vrai stimule à un développement sain et profitable.

Comme il a déjà été dit, ce qui a été réalisé est un projet de coopération bien important s'inscrivant dans l'Accord d'Association entre l'Union européenne et l'Algérie.

Dans le cadre du projet, l'Autorité italienne s'est concentrée principalement sur le renforcement des relations entre les institutions en charge de la concurrence, les autorités de régulation et les autorités judiciaires. La partie italienne a attribué une importance très particulière à ce travail d'interrelation et de coordination de toutes les parties en cause, d'autant plus en ce moment où l'économie algérienne traverse une phase de transition vers l'ouverture à la libre concurrence de secteurs bien réglementés. Le point a donc été fait sur les compétences que le droit communautaire et les législations nationales assignent aux autorités de concurrence dans les secteurs où la libéralisation a été accompagnée par l'introduction d'un cadre réglementaire spécifique, comme par exemple les communications électroniques, les transports et l'énergie. Et ce sont bien les rapports de collaboration institutionnelle établis en Italie entre l'Autorité pour la Concurrence et les

Autorités des Communications et de l'Energie qui ont été pris en modèle pour une coopération organisée et efficace. Naturellement ce travail a vu la participation d'experts italiens pour l'élaboration de procédures de collaboration entre le conseil, le ministère et les différentes autorités de réglementation.

Aussi, avec les partenaires français, les italiens ont approfondi une analyse comparative entre le droit de la concurrence algérien et le droit de la concurrence de l'Union européenne.

En outre, l'Autorité italienne a contribué à la sensibilisation en matière d'application des règles pour la concurrence par tous les acteurs concernés, à partir des organismes chargés de faire respecter la concurrence aux entreprises et ceci en participant aux conférences de l'été dernier à Alger, Sétif et Oran.

### 3) Les bénéfices de la concurrence et de la libéralisation.

La concurrence est un facteur déterminant pour la promotion de l'équité sociale. Là où il y a concurrence, on peut affirmer que toute la société et chaque consommateur est sûr de pouvoir trouver le meilleur produit au prix plus convenant.

Pour faire du profit, les entreprises ont besoin de mettre sur le marché des produits que le consommateur voudra acheter et de les présenter à un prix que le même acheteur voudra payer. La concurrence assure que la satisfaction du consommateur soit une priorité dans la stratégie d'entreprise. La concurrence est donc la meilleure garantie pour la protection du consommateur.

Mais je tiens à vous présenter une petite liste d'autres avantages que l'ouverture à la concurrence peut apporter au développement d'un pays.

La concurrence est un élément bénéfique pour la productivité et la croissance. Plusieurs cas et théories économiques, autant que l'évidence empirique, ont bien démontré ses effets favorables sur la croissance.

La concurrence, en effet, aide à améliorer la façon d'utiliser les facteurs productifs et en plus à améliorer la qualité de la structure productive, en permettant aux entreprises

d'entrer dans des nouveaux marchés, tout comme à sortir de ceux qui ne sont pas profitables.

La concurrence plus que tout, stimule l'innovation et – on le sait bien – l'innovation est le plus puissant moteur de croissance.

Tout ceci signifie que les Autorités pour la concurrence doivent poursuivre le but d'accompagner et de promouvoir les procès de libéralisation à travers la lutte contre les cartels, le contrôle et le monitoring du comportement des opérateurs historiques comme les monopoles d'Etat (la poste, les transports publics, l'énergie etc.), aussi bien que les monopoles naturels, comme tous les réseaux (de transport, électriques, de communication etc.).

#### 4) Les mesures de l'Italie.

Pour faire face à la crise, le gouvernement italien a appliqué une stratégie structurée, dans laquelle la concurrence joue un rôle important. Trois décrets de lois ont été votés en succession rapide entre décembre et janvier derniers. Ces décrets incluaient des mesures visant au breakeven du budget, à la libéralisation de l'environnement économique et à la simplification des procédures administratives, pour les entreprises aussi bien que pour les individus. Plusieurs mesures nouvelles concernant la concurrence ont été mises en place, la plupart desquelles avaient été proposées par l'Autorité italienne dans son rapport annuel, présenté au Gouvernement et au Parlement. Les mesures suggérées concernaient principalement les secteurs de pointe de l'économie, tels que le gaz naturel, les transports, les professions libérales, la distribution au détail.

L'Autorité italienne est bien consciente que ces procès pourront à courts termes mener certaines entreprises à fermer ou bien à réduire les employés et pour cela elle a rappelé au Gouvernement et au Parlement la nécessité d'introduire des politiques capables de maintenir la cohésion sociale et de soutenir les plus faibles.

Inscrire les mesures pro-concurrentielles dans un large paquet d'ajustement a aidé à surmonter l'opposition naturelle des groupes d'intérêt affligés. Quand on essaye de

libéraliser des monopoles existants on fait face à l'opposition forte du droit acquis et à peu d'appui du public dans son ensemble, qui peut ne pas apprécier bien les pleins avantages de la seule mesure de libéralisation. Ainsi, si on essaye de casser un à un les monopoles, on devra faire face à une terrible opposition de chaque groupe. Tandis qu'au contraire, si on peut mettre ensemble, en un seul « paquet » de règles, plusieurs mesures de libéralisation, on reçoit l'approbation de beaucoup de secteurs économiques, qui peuvent entrevoir, dans l'ensemble, quelques bénéfices de ces mesures appliquées, même si certaines d'entr'elles pourraient en partie nuire quelques aspects de leurs activités.

C'est pourquoi, à mon avis, le paquet italien de réformes, complet et équitable dans la distribution de la charge d'ajustement, a reçu un large appui de la part du public dans son ensemble. Il est certain et prouvé par l'expérience, que la capacité d'une Autorité pour la concurrence de soutien et de défense, bien coordonnée, peut fournir une grande aide aux hommes politiques qui veulent sincèrement libéraliser.

#### La coopération internationale.

Les Autorités algériennes se proposent de développer un marché concurrentiel et compétitif, en appliquant efficacement les règles de la concurrence. Il s'agit d'un objectif ambitieux, complexe et à long terme. En Italie nous disons que Rome n'a pas été construite en un seul jour...

Cependant, les autorités algériennes doivent se sentir rassurées parce que dans ce projet elles pourront toujours trouver un bon soutien auprès de la communauté internationale organisée dans le International Competition Network (ICN) et auprès de le European Competition Network (ECN), dont M. Bruno Lasserre est un des membres les plus actifs et respectés.

Auprès de ces organisations, l'Algérie pourra puiser suggestions et conseils concernant plusieurs aspects opérationnels, grâce à l'ample gamme d'instruments déjà prédisposées et mise en place au sein de ces mêmes organisations.

En outre, en ce temps de crise, la coopération internationale entre les Autorités pour la concurrence renforce la prise de conscience et aide à développer des arguments communs

pour réagir aux pressions protectionnistes. A mon avis, il sera de plus en plus nécessaire résister aux tentations d'adopter des politiques protectionnistes et de ramollir des règles de la concurrence, afin de protéger les industries domestiques. Il faudra expliquer clairement que fermer les marchés et limiter la pression concurrentielle ne sont pas des recettes pour amplifier la relance. Au contraire, la croissance économique exige des marchés compétitifs et ouverts, comme souvent le rappelle le Commissaire européen Almunia.

Enfin, dans le domaine de l'application de la loi pour la concurrence, la coopération internationale parmi les autorités est nécessaire, sinon fondamentale, pour stimuler la convergence des lois en faveur de la concurrence et pour aborder correctement les infractions anti-trust avec une dimension supranationale, comme pour les cartels multinationaux.

### Conclusion

Pour conclure, je désire donc inciter les algériens à avancer sur le chemin sur lequel ils commencent à bien marché, d'abord dans l'intérêt de leur propre pays et ensuite pour le développement de plus amples et meilleures relations de business internationales. Je souhaite, comme l'a aussi dit M. Lasserre, de voir au plus tôt le Conseil algérien pour la concurrence entrer à faire partie de l'ICN et finalement un sain développement de la croissance dans ce si beau pays !